

# Acheter ses joints au comptoir? Il faudra convaincre les pharmaciens

**Drogue** La Ville de Berne soutient un projet de vente de cannabis en pharmacie. Une idée qui relance le débat de la dépénalisation et peine à séduire, selon notre enquête.

Lucien Christen

lucien.christen@lematindimanche.ch

Acheter de quoi rouler ses joints dans une pharmacie, cela pourrait très prochainement être une réalité à Berne. L'exécutif de la Ville fédérale a accepté une motion allant dans ce sens à 55 voix contre 11, samedi 12 mars. «Concrètement, il s'agit d'une étude scientifique visant à proposer une alternative légale à la consommation et à l'achat de cannabis standardisé et à en étudier les effets sur le corps et le comportement», commente Matthias Egger, directeur de l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne, et chargé par la Ville de définir les contours du projet pilote. «Cette étude s'adresse uniquement aux fumeurs majeurs résidant à Berne. Nous voulons éviter le tourisme de la fumette.» Les identités des volontaires seront vérifiées et une carte d'acheteur sera remise aux participants (les chercheurs espèrent en regrouper mille).

Le chercheur a déjà reçu plusieurs propositions de candidatures suite à l'annonce du projet dans les médias, en début de semaine. Une fois ses contours clairs, le protocole sera soumis à la Commission éthique de Berne, en juin. L'aval de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) devra également être obtenu avant le lancement du projet, qui devrait coûter plus de 400 000 francs et durer 30 mois.

## Pharmaciens dubitatifs

Pourquoi avoir choisi les pharmacies comme points de vente? «Car les pharmaciens ont l'habitude de suivre des consommateurs de produits addictifs et que les structures sont déjà existantes», déclare le chercheur bernois.

Bonne idée, certes, mais encore faudrait-il que les pharmaciens soient d'accord. Sur les neuf officines visitées au centre de Berne, seules trois ont accepté de nous répondre, sous couvert de l'anonymat. Constat frappant: à la seule mention du mot cannabis, les pharmaciens sont sans exception devenus un peu nerveux. La raison de cette gêne, c'est un jeune pharmacien d'origine française qui nous l'a donnée. «C'est une question d'image. Même douce, le cannabis reste une drogue. Le fait de le vendre en pharmacie la met sur un pied d'égalité avec les médicaments «classiques». L'image de la branche risquerait d'en pâtir. Et puis je me demande aussi si les gens oseraient s'afficher? C'est un peu l'effet capote, même si on en vend en pharmacie, les gens préfèrent les acheter en douce dans des distributeurs!»

## Contre le marché noir

Pourquoi lancer une telle étude alors que le peuple suisse avait, en 2008, clairement refusé (63,3%) la dépénalisation du cannabis? «Notre but est de proposer un produit de qualité, sans pesticide et avec un taux de tétrahydrocannabinol (THC, le principal psychoactif du cannabis) plafonné à 12%. Ainsi, nous souhaiterions



Le cannabis serait vendu en pharmacie à des volontaires dont l'identité serait connue et qui résideraient en ville de Berne. J. Guez/AFP



Andree-Noelle Pot/Keystone

## Une idée «cool» mais fumeuse

Jonas\* est un fumeur régulier de cannabis. Pour lui, le projet bernois est «cool», car il engendrerait «moins d'ennuis, puisque les fumeurs sortiraient de l'illégalité». Mais, pour lui, le projet a aussi ses limites. «Imaginez que vous vous fassiez contrôler avec de la drogue. Vous présentez votre carte d'acheteur, délivrée par les chercheurs de l'Université de Berne. Comment la police peut être sûre que l'herbe provient bien d'une pharmacie? Je vous garantis à 100% que les gens n'achèteraient pas uniquement leur cannabis en pharmacie. Le marché noir propose différents produits et teneurs en THC.» Il pense également que cette vente «légale» risquerait d'inciter les plus jeunes à la fumette. «Oui, l'illégalité n'est pas confortable, mais au moins

elle peut être un frein pour les plus jeunes», continue Jonas. Concernant les quantités consommables dans le cadre de l'étude – un maximum de 20 grammes par mois, à raison d'achats uniques de 5 grammes au maximum – notre interlocuteur estime que «c'est beaucoup. Un joint bien concentré en cannabis, c'est moins d'un gramme», estime-t-il. Lui-même avoue avoir consommé jusqu'à 50 grammes par mois. «Le prix du gramme oscille actuellement entre 15 et 20 francs sur le marché noir. A mon avis, si les prix de vente en pharmacie sont plus bas, les dealers s'adapteront, tant sur le prix que sur les produits proposés.» Actuellement, les chercheurs pensent proposer leur cannabis à un prix équivalent à celui pratiqué dans la rue.

diminuer les risques sanitaires et les dangers des drogues sauvages présentes sur le marché noir qui atteignent des taux de THC aux alentours de 30%, détaille Matthias Egger.

Du côté des autorités bernoises, on estime surtout que la législation concernant les drogues «n'est pas crédible», comme l'explique Franziska Teuscher, conseillère municipale Verte. «En Suisse, on estime à 300 000 les fumeurs réguliers de cannabis, dont 4000 à Berne. C'est un pourcentage élevé de la population qui est pourtant toujours dans l'illégalité.» Une aberration pour cette élue, qui rappelle que la cigarette et l'alcool – qui tuent chaque année respectivement 9500 et 1600 personnes, selon l'OFSP – sont, elles, des substances légales.

## 1 milliard de recettes

Si les arguments mis en avant par les différents acteurs de cette étude sont vertueux, une autre raison aurait largement de quoi motiver un contrôle étatique de la vente de cannabis. «En Suisse, on estime que la vente illégale de marijuana rapporte chaque année près de 1 milliard de francs, soit l'équivalent d'un minimum de 130 tonnes de produit vendu et consommé. Proportionnellement, les Suisses fument plus que

les Néerlandais», assure Olivier Guéniat, chef de la police judiciaire neuchâteloise et membre de la Commission fédérale pour les questions liées aux addictions.

Un joli pactole qui ferait certainement du bien aux caisses de l'Etat, non? «Nous n'avons pas étudié l'aspect financier dans ce projet, répond Franziska Teuscher. Nous voulons surtout une réglementation plus juste et éviter aux consommateurs d'être obligés de se frotter au marché plus dangereuses.»

Certains élus, comme la conseillère nationale Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE), directrice de la FEGPA (prévention alcool et cannabis), estiment que «la prohibition a échoué. Il faut trouver d'autres modèles.» Et l'argent? «Investir massivement dans la prévention, comme avec les taxes prélevées sur le tabac et l'alcool. Pour le reste, renflouer l'AVS ou autres. Peu importe, tant que c'est transparent. L'argent serait mieux dans les caisses de l'Etat que dans celles de la mafia.»

Mais, même avec cet argument de poids, impossible de séduire l'UDC. «Ce projet bernois, tout comme celui des associations de fumeurs à Genève, n'est qu'une façon de libéraliser la drogue de manière saucissonnée. Nous nous y opposons fermement, déclare la conseillère nationale genevoise Céline Amaudruz. Pour ce qui est d'investir l'argent de la drogue dans la prévention, c'est n'importe quoi! C'est comme dire: droguez-vous, on financer la prévention. C'est grave.» Voilà qui est clair. Quant aux principaux intéressés, les pharmaciens, ils sont unanimes: la vente de cannabis, malgré l'apport de clients réguliers, n'aurait pas d'impact significatif sur le chiffre d'affaires. Vraiment? ●

**«Cette étude s'adresse uniquement aux fumeurs majeurs résidant à Berne. Nous voulons éviter le tourisme de la fumette»**

Matthias Egger, directeur de l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Berne

## Sans lumière pour la bonne cause

**Ecologie** La 10e édition du Earth Hour a plongé dans le noir les monuments de plusieurs villes du monde hier, à 20 h 30. Le jet d'eau de Genève, la cathédrale de Lausanne, les châteaux de Chillon (VD) et de Sion ont participé à cette action qui vise à mieux protéger le climat. **ATS**

## Les Syriens commémorent



**Rassemblement** Une centaine de personnes, principalement issues de la diaspora syrienne en Europe, se sont rassemblées hier en fin d'après-midi sur la place des Nations de Genève pour commémorer les cinq ans de la révolution en Syrie. Les manifestants ont appelé la communauté internationale à mettre fin au régime de Bachar al-Assad. Ils ont aussi demandé la création d'un Etat démocratique civil sur tout le territoire du pays. **ATS**

## Ivre, le conducteur insulte les policiers

**Alcool** Un automobiliste de 29 ans, qui avait trop bu, est tombé dans le canal de Rietaach avec sa voiture vendredi soir à Balgach, dans le Rheintal saint-gallois. Et, comme il a insulté les policiers, il a terminé dans une cellule de dégrisement. **ATS**

## Quatre personnes intoxiquées

**Sinistre** Un incendie a éclaté hier, vers 5 h du matin, dans un immeuble de trois étages à Bellinzona. Quatre personnes ont été légèrement intoxiquées. Les pompiers sont parvenus à maîtriser le feu, tandis que la circulation a dû être interrompue le temps de l'intervention, a indiqué la police cantonale tessinoise dans un communiqué. **ATS**

## Petra Gössi plébiscitée

**Politique** Les présidents des sections cantonales du PLR proposent à l'unanimité la conseillère nationale schwytoise Petra Gössi comme présidente du parti.

## Rectificatif

**Claude D.** Dans l'article sur le procès à Renens (VD) du tueur Claude D. publié dans notre dernière édition, le prévenu n'avait pas épousé sa première victime, contrairement à ce que nous avions écrit. Elle était son ex-petite copine lorsqu'il l'a assassinée en 1998.